

En marge du débat sur la plateforme électorale de Québec solidaire  
**Pour sauver la civilisation sinon l'humanité, il faut l'audace, encore l'audace, toujours l'audace d'une Greta Thunberg pour une mobilisation générale et permanente qui va jusqu'à la rupture avec le capitalisme**

Le dernier rapport du GIEC-ONU, un « *code rouge pour l'humanité* » de dire le secrétaire-général de l'ONU sans que pourtant les gouvernements de ce monde ne reprennent la balle au bond, révèle que « *le budget carbone qui nous donne les meilleures chances de rester en dessous de 1,5°C s'épuise en moins de 5 ans et demi à notre taux d'émission actuel. Peut-être que quelqu'un devrait demander aux personnes au pouvoir comment ils prévoient de « résoudre » cela ?* » de réagir Greta Thunberg dans son tweet du 9 août en se basant sur le tableau suivant du rapport qu'elle reproduit :

Global warming between 1850–1900 and 2010–2019 (°C)		Historical cumulative CO <sub>2</sub> emissions from 1850 to 2019 (GtCO <sub>2</sub> )					
1.07 (0.8–1.3; likely range)		2390 (± 240; likely range)					
Approximate global warming relative to 1850–1900 until temperature limit (°C)*(1)	Additional global warming relative to 2010–2019 until temperature limit (°C)	Estimated remaining carbon budgets from the beginning of 2020 (GtCO <sub>2</sub> )					Variations in reductions in non-CO <sub>2</sub> emissions*(3)
		Likelihood of limiting global warming to temperature limit*(2)					
		17%	33%	50%	67%	83%	
1.5	0.43	900	650	500	400	300	Higher or lower reductions in accompanying non-CO <sub>2</sub> emissions can increase or decrease the values on the left by 220 GtCO <sub>2</sub> or more
1.7	0.63	1450	1050	850	700	550	
2.0	0.93	2300	1700	1350	1150	900	

**Avec le capitalisme vert, en avant toute... dans le mur de la crise générale de l'humanité**

The Economist, tout en tentant de diluer l'enjeu, lui répond en misant sur le capitalisme vert :

*Le budget associé à 50 % de chances de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5°C, le plus ambitieux des deux objectifs de l'accord de Paris de 2015, ne permet d'émettre que 500 milliards de tonnes supplémentaires. Cela représente environ 15 ans d'émissions industrielles aux taux actuels. Pour éviter de casser ce budget, il faudrait que le monde entier, et pas seulement les pays riches, réduise à zéro les émissions nettes de dioxyde de carbone avant 2050. [...]*

*Les scénarios à très faibles émissions [du rapport] offrent une chance de maintenir le réchauffement en dessous de 2°C. Mais les réductions d'émissions qu'elles nécessitent vont bien au-delà de ce que les nations du monde ont promis actuellement. De plus, ces scénarios exigent non seulement des réductions d'émissions héroïques, mais aussi des « émissions négatives », des techniques qui éliminent activement le dioxyde de carbone de l'atmosphère, remboursant ainsi une partie du budget carbone dépensé précédemment. Il est à peu près concevable que, si les émissions diminuent très rapidement et que l'élimination du dioxyde de carbone augmente très*

*bien, le réchauffement peut dépasser 1,5 °C au cours des prochaines décennies, mais retomber en dessous de ce niveau d'ici la fin du siècle. [...]*

*Mais le rapport note également que de telles suppressions pourraient affecter plus que les températures. Elles pourraient également avoir un impact sur la production alimentaire, la biodiversité et la disponibilité et la qualité de l'eau, surtout si elles sont réalisées à travers l'utilisation d'immenses plantations forestières. Et c'est avant de prendre en considération la façon dont ces systèmes pourraient fonctionner ou combien ils coûteraient - ce travail est laissé aux rapports sur les impacts et sur l'atténuation, qui doivent sortir l'année prochaine.*

The Economist, [The IPCC delivers its starkest warning yet about climate change](#), 14/08/21

Désespéré, le magazine phare du capital financier mondial, appelle aux apprentis-sorciers « émissions négatives » pour éviter la catastrophe, et encore, tout en concédant, sotto voce, qu'elles annoncent d'autres types de catastrophes, pour ne pas dire d'injustices, ...mais très lucratives à financer. Il ne faut pas compter sur The Economist pour affirmer que la première et fondamentale audace est d'arrêter net la production et le transit des hydrocarbures. Il ne suffit pas de le faire dans un coin du monde, par exemple au Québec, ce qui est relativement facile même si ce n'est pas acquis comme l'ont démontré les campagnes réussies contre l'oléoduc bitumineux Énergie-Est et le gazoduc GNL-Québec.

Ce serait oublier que depuis l'Accord de Paris en 2015 les grandes banques mondiales ont investi 3800 milliards \$ dans les énergies fossiles dont la moitié par celles étasuniennes et canadiennes. On connaît au Québec la réticence de Desjardins et de la CDPQ à se retirer de ce secteur malgré les pressions populaires. Attendre les banques et les autres acteurs de la Finance c'est attendre Godot surtout si l'on compte sur elles pour financer la transition énergétique... si c'est payant. Soyons clairs : il n'y aura pas de rupture-transition climatique à la vitesse grand V réclamée par le diagnostic du GIEC sans l'expropriation de la Finance (ce qui implique comme condition nécessaire mais non suffisante la rupture indépendantiste avec le Canada pétrolier du *Quebec bashing*.) Comme la Finance est l'épine dorsale du capitalisme, il en est la pourriture de sa substantifique moelle.

### **Le déploiement historique du capitalisme conduit à la crise existentielle de l'humanité**

Le dilemme n'est pas croissance versus décroissance mais décroissance de quoi et croissance de quoi pour arriver à une société de prendre soin des gens et de la terre-mère. Il faut une décroissance drastique des produits et services inutiles, obsolètes, nuisibles et répressifs ce que n'accomplit pas la transformation de l'ancien extractivisme des hydrocarbures en nouvel extractivisme du tout électricité des énergies dit renouvelables et des véhicules électriques. Car ce dernier n'en finit pas avec le productivisme ne faisant que lui donner une seconde vie. Y mettre fin signifie mettre fin au capitalisme qui carbure à l'accumulation infinie du capital mue par la loi de la concurrence entre capitaux privés et des États les soutenant d'où le corollaire de l'abaissement des salaires et conditions de travail et de vie. Mais comment alors vendre la production qui s'accroît sans cesse à travers le cycle de la reproduction du capital ?

Depuis sa naissance, le capitalisme a donné trois réponses à cette contradiction fondamentale de son mode de production. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il s'est consolidé en dépouillant les

paysans de leurs moyens de production, il s'est approfondi en réduisant les femmes des pays centraux à l'esclavage domestique et il s'est élargi en détruisant les sociétés non-capitalistes pour s'emparer de leur marché (Inde, Chine), de leur main-d'œuvre jusqu'à la réduction en esclavage (Afrique), de leurs ressources naturelles jusqu'au génocide de leurs habitants (Amérique).

Puis, sans que se termine la phase précédente dite accumulation primitive, vint la phase impérialiste qui a vu le mode de production capitaliste se substituer aux modes de production non-capitalistes sur les territoires conquis restés sous le contrôle des pays conquérants de la première phase. Cette deuxième phase s'épuisant au début et au milieu du XX<sup>e</sup> siècle faute d'autres territoires à conquérir et à subsumer sous le mode de production capitaliste, l'accumulation du capital trouva un exutoire dans la destruction-reconstruction des guerres mondiales qui faillit causer son renversement révolutionnaire.

La porte de sortie pour amadouer les peuples des pays impérialistes et faire rêver les autres afin d'endormir leur fibre révolutionnaire fut la propagation de l'*American way of life* conciliant production et consommation par un copier-coller de l'accumulation du capital dans la consommation de masse sur fond d'endettement massif et d'économie de guerre permanente. Le résultat catastrophique anticipé dès les années soixante en est de rompre le grand équilibre écologique de l'Holocène et plonger l'humanité dans les grandes crises climatique et de la biodiversité du nouvel Anthropocène ce qui la conduit à sa crise existentielle d'aujourd'hui.

### **Plus ça change... pire c'est**

Faut-il alors s'étonner que

*[mettre en œuvre le plus radical des scénarios qui leur sont proposé [par le GIEC-ONU dans son dernier rapport d'août 2021], ce n'est pas ce que les gouvernements sont en train de faire. Leurs plans climat (les « contributions nationales déterminées » [issues de l'Accord de Paris en 2015]) nous mènent actuellement vers un réchauffement de 3,5°C. A cent jours de la COP26, seuls quelques partenaires ont « haussé leurs ambitions » ... sans atteindre cependant, et de loin, les niveaux nécessaires de réductions des émissions. [...]*

*Greta Thunberg a dit un jour que « La crise climatique et écologique ne peut tout simplement plus être résolue dans le cadre des systèmes politiques et économiques actuels. Ce n'est pas une opinion, simplement une question de mathématiques ». Elle a entièrement raison. Il suffit d'aligner les chiffres pour le constater :*

*1°) le monde émet 40GT de CO<sub>2</sub> par an environ ;*

*2°) le « budget carbone » (la quantité de CO<sub>2</sub> qui peut encore être émise globalement pour ne pas dépasser 1,5°C) n'est plus que de 500Gt (pour une probabilité de succès de 50% - pour 83%, c'est 300Gt) ;*

*[...]*

*4°) 80% de ces émissions sont dues à la combustion des combustibles fossiles qui, en dépit du battage politico-médiatique sur la percée des renouvelables, couvraient toujours en 2019... 84% (!) des besoins énergétiques de l'humanité ;*

*5°) les infrastructures fossiles (mines, pipelines, raffineries, terminaux gaziers, centrales électriques, usines automobiles, etc.) - dont la construction ne faiblit pas, ou à peine ! - sont des équipements lourds, dans lesquels le capital s'investit pour une quarantaine d'années. Leur réseau*

*ultra-centralisé ne peut pas être adapté aux renouvelables (elles requièrent un autre système énergétique, décentralisé) : il doit être détruit avant amortissement par les capitalistes, et les réserves de charbon, pétrole et gaz naturel doivent rester sous terre.*

Daniel Tanuro, [Catastrophe climatique – Au bord du gouffre, le scénario que le GIEC ne modélise pas](#), ESSF, 9/08/21

Pour l'ensemble des GES, par rapport à 2005 pour 2030, la réduction moyenne mondiale préconisée par le rapport GIEC 1.5°C de 2018 est de 45% (exactement 46%) selon [la figure RID.3b](#) du Résumé à l'intention des décideurs pour le scénario-type P1 — et non par rapport à l'ensemble des scénarios comme je l'avais dit dans un texte précédent — soit celui sans BECSC (bioénergie avec capture et séquestration de dioxyde de carbone). La donnée de 50% par rapport à 2010 de cette figure a été ajustée par rapport à 2005, année de référence dorénavant la plus utilisée au lieu de 1990, sur la base du tableau [Total greenhouse gas emissions](#) de *Our World in Data*. Comme le rapport d'août 2021 est plus alarmiste, ce 45% de 2018 est nettement insuffisant comme base de départ.

### **La « bullshit » (Greta Thunberg) des grands pays impérialistes pour épater la galerie**

Pour vaguement tenir compte des insuffisances de la cible moyenne du GIEC, les cibles officielles telles qu'annoncées lors de la conférence internationale de la présidence Biden en avril dernier par les plus importants pays et ensemble de pays anciennement industrialisés dépassent 45%... sauf celle du Canada. Ces cibles officielles, traitées il est vrai de « bullshit » par Greta Thunberg tellement elles sont des paroles en l'air sans plan d'action sauf pour de fausses solutions technologiques, sont pour l'Union européenne 55% par rapport à 1990 — 52% par rapport à 2005, pour le Royaume-Uni 68% / 1990 — 62% / 2005, pour les ÉU 43% / 1990 — 50% / 2005, pour le Japon 54% / 1990 — 50% / 2005. Quant au Canada abonné au pétrole bitumineux et au gaz de schiste, il se contente de maintenir la cible officielle du GIEC-ONU d'une baisse d'au plus 45% par rapport à 2005 (32% par rapport à 1990).

La folie des objectifs de zéro GES net d'ici 2050 (2060 pour la Chine) en passant par 2030 est illustrée par le graphique de The Economist basé sur les données de Climate Action Tracker (The Economist, [How climate targets compare against a common baseline](#), 7/08/21). Pour y arriver, il faudrait que les grands pays mentionnés commencent dès maintenant à réduire de plus de 3% par année leurs émanations de GES alors que les émanations mondiales sont toujours en hausse malgré l'interruption pandémique de 2020 (Our World in Data, [CO<sub>2</sub> and Greenhouse Gas Emissions](#), visité le 16/08/21) et que

*l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prédit un rebond important cette année, en raison de la croissance des émissions imputables à la combustion du pétrole, du gaz naturel et du charbon [...] On a voulu croire que la crise sanitaire allait éveiller les consciences. Or, selon l'ONU, l'investissement vert ne compte que pour 18 % des sommes engagées par les gouvernements qui ont présenté des plans de relance post-COVID.*

(Alexandre Shields, [Forte hausse des GES attendue en 2021 dans le monde](#), Le Devoir, 21/04/21)

Depuis, les promesses d'investissements climatiques apparemment gargantuesques de la présidence Biden se sont dissipés en fumée (Aatisdeh Bhatia and Quoc Trung Bui, [The Infrastructure Plan: What's In and What's Out](#), New York Times, 10/08/21) sans compter qu'elle

a approuvé plus de 2 000 nouveaux permis pour des forages et de la fracturation hydraulique sur les terres fédérales et qu'elle insiste auprès de l'OPEP pour qu'elle augmente sa production de pétrole pour faire baisser les prix de l'essence.

Quant au gouvernement canadien, il inaugure discrètement la période électorale en restant fidèle à ses contradictions (Alexandre Shields, [Un projet de 60 forages pétroliers jugé sans répercussions majeures](#), Le Devoir, 14/08/21). À remarquer que si les cibles des vieux pays impérialistes sont des « conneries » (bullshit) selon Greta Thunberg, alors la cible chinoise est de la super-connerie comme l'illustre le graphique de The Economist. Mais sa caractéristique d'atelier du monde permet aux premiers d'y exporter leurs GES issus de leur consommation de masse carburant à l'étalement urbain des autos solos et des maisons solos, à l'obsolescence programmée, à la publicité et à l'endettement. L'économie mondiale capitaliste, plus globalisée que jamais, génère des crises globales climatique et pandémique. Il n'y a que des solutions globales bien que le(s) feu(x) qui embraseront la plaine mondiale aura ou auront des partances nationales car les États nationaux et plurinationaux demeurent les lieux privilégiés de la politique.

### **Le combat politique de la gauche écologiste : vaincre la direction capitularde de Québec solidaire**

Où Québec solidaire se situe-t-il dans ce débat? Le projet de plateforme pour l'élection de 2022 du parti s'en tient à la cible du GIEC d'une baisse de 45% des GES à l'horizon 2030 par rapport à 2005 (ou par rapport à 1990 puisque par hasard les émanations de GES du Québec sont les mêmes pour les deux années). Rappelons que le congrès Solidaire de 2016 avait fixé une cible de 67% que le Conseil national du printemps 2018 a réduit à 45% pour soi-disant motif d'urgence afin de se conformer au plan de réduction de GES de 2018 jamais ni discuté dans les instances de base du parti ni encore moins ratifié par un congrès ou un conseil national... et abandonné depuis lors.

C'est donc dire que la cible de Québec solidaire serait non seulement la même que celle du Canada pétrolier qui pourrait bien devenir celle du gouvernement du Québec d'ici les prochaines élections étant donné la pression internationale en vue de la COP-26 de Glasgow et après. Cette cible signifie que Québec solidaire rejette le principe officiel d'équité historique entre les pays du vieil impérialisme et les autres. Il est vrai que rajuster la cible à 67% nécessite de préciser un plan d'action crédible pour ne pas faire partie de la « bullshit » dénoncée par Greta Thunberg. Autrement la jeunesse écologique risque de s'apercevoir du démagogique discours du dimanche Solidaire et se détourner du parti pour plutôt se laisser séduire par le nouveau parti Climat-Québec de l'ancienne ministre péquiste Martine Ouellet ou tout simplement voter pour le parti abstentionniste.

Les centristes du parti justifient cette capitulation en évoquant qu'à cause de son hydroélectricité mur à mur, dont d'importants surplus capables d'électrifier tout son système de transport, le Québec est en avance dans la lutte climatique particulièrement pour la climatisation des bâtiments. Une récente analyse des HEC de 2020 montre en effet qu'Hydro-Québec produit un surplus, excluant les ventes fermes hors Québec, égal à plus de 15% de ses ventes nettes au Québec sans compter un « *potentiel technico-économique de réduction de la consommation [...] de près de 30 TWh / an, soit plus de 15 % de la consommation d'électricité au*

Québec » (Christophe Bouchet et Pierre-Olivier Pinault, Chaire de gestion du secteur de l'énergie – HEC Montréal, [Les surplus électriques au Québec](#), 2020) soit un réservoir de 30% auquel il faudrait ajouter le potentiel hors normes du marché comme par exemple la construction et la rénovation de bâtiment à énergie zéro.

### **Surplus hydraulique pour la croissance exponentielle de l'internet et l'exportation sans conditions**

Mais est-ce la volonté du gouvernement de pleinement réaliser ce potentiel et de l'utiliser pour la lutte climatique ? La CAQ, peu préoccupée de conservation et d'efficacité énergétique, vise d'abord l'exportation de ces surplus sans gage contractuel de diminution chez les importateurs de leurs sources fossiles et nucléaires. Hydro-Québec, malgré l'opposition du peuple innu qui veut une compensation pour cette électricité prise à même son territoire (Conseil des Innus de Pessamit, [Exportation d'électricité aux États-Unis - Le moment de vérité est arrivé pour Pessamit et Wemotaci](#), 5/08/21) et l'opposition écologique en Nouvelle-Angleterre, essaie d'y bâcler une vente ferme et en explore une autre pour l'état de New-York.

C'est oublier aussi que pendant qu'environ 1% de la production hydroélectrique québécoise est déjà vouée à la spéculative création de crypto-monnaie (Régie de l'énergie, [Cryptomonnaies : la Régie de l'énergie rend une décision](#), 28/01/21), Hydro-Québec fait la promotion tambour battant des centres de données (Hydro-Québec, [Bienvenue au centre de données](#), visité le 20/08/21) pour l'établissement desquels les bas tarifs hydro-québécois et le relatif climat froid du Québec sont imbattables et alors que leur progression est mondialement exponentielle (The World Bank, [World Development Report 2021 – Crossing Borders](#) — Growth of global internet traffic in the past 30 years). Faudrait-il sacrifier l'hydroélectricité disponible pour combattre l'effet de serre afin de promouvoir le dernier fétiche technologique de l'hyper-connectivité par le protocole 5G pour le contrôle duquel rivalisent les titans transnationaux de l'internet sur fond de rivalité USA-Chine ?

Peu importe pour ces gens que le Québec soit un champion mondial par habitant, au même titre que le Canada et les ÉU, des émanations de GES dans le secteur des transports (Climate Watch, [Historical GHG Emissions](#), 18/08/21 et Alexandre Shields, [L'effort climatique du Québec est quasi nul](#), Le Devoir, 19/12/19), qu'il soit un promoteur d'alumineries, de cimenteries et de développement minier, dont le lithium, du nouvel extractivisme tout électrique d'un nouveau régime de croissance changeant tout pour que rien ne change. Sa baisse des émanations de GES depuis 1990, relativement égale à celle de l'Ontario et beaucoup moindre que celle de l'Union européenne, est essentiellement due à la crise des énergivores papetières, à la fermeture d'une usine de magnésium et aux améliorations compétitives des alumineries que l'ouverture d'une grande cimenterie largement subventionnée n'a pas contrebalancé ([Inventaire québécois des émanations de gaz à effet de serre en 2018 et leur évolution depuis 1990](#)).

Se décharger de ses responsabilités nationales sur le dos des autres peuples n'est pas ce qu'on attend d'un parti de gauche le plus appuyé par la jeunesse. On attend de chaque pays un effort national équivalent en tenant compte de ses responsabilités historiques sans égard à ses particularités nationales et sans tricher par l'intermédiaire d'un marché du carbone faisant atterrir en Californie ou dans les pays du Sud ses obligations nationales. Il est faux d'affirmer que

c'est plus facile pour l'Alberta que pour le Québec. Au contraire, cela exige de l'Alberta de complètement restructurer son économie ce que le Québec n'a pas besoin de faire. Ce n'est pas pour rien qu'il y a plus de résistance en Alberta et non seulement pour des raisons idéologiques.

Quant à la fuite en avant par des technologies d'apprenti-sorcier ou dans des gigantesques plantations d'arbres à la Trudeau — il en faudrait une quantité gargantuesque sur le dos des peuples autochtones pour faire une différence sans compter le temps long de leur croissance et le risque de feux de forêts de plus en plus grand — rappelons que le programme Solidaire dit qu'il faut « *[r]ejetter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.).* » Ou peut-être faut-il citer Greta Thunberg. Lorsqu'à la mi-2021, Kerry, le représentant des ÉU pour le climat a été cité en faveur de mythiques stratégies technologiques — « *Les scientifiques me disent, pas n'importe qui en politique, mais des scientifiques, que 50 % des réductions que nous devons faire viendront de la technologie que nous n'avons pas encore.* » — Greta Thunberg a tweeté, « *Excellente nouvelle ! J'ai parlé à Harry Potter et il m'a dit qu'il ferait équipe avec Gandalf, Sherlock Holmes & The Avengers et qu'il commencerait tout de suite !* »

### **Les grandes lignes d'un plan d'action québécois pour ne pas franchir la hausse de 1.5°C**

Les grandes lignes d'un plan d'action pour le Québec n'ont rien de sorcier. Pour une baisse de GES de 67% par rapport à 2005 (ou 1990), il faut une réduction de 59 mégatonnes CO<sub>2</sub> équivalent (mtco<sub>2</sub>é). Il faut donc une mobilisation générale de « temps de guerre », en fait de temps de lutte à finir contre le capitalisme, ce qui nécessite une prise en mains de l'économie par un État démocratisé ayant socialisé les secteurs stratégiques que sont les transports et l'énergie, en grande partie déjà réalisé, mais surtout la Finance ce qui suppose l'indépendance prévue par le programme et la plateforme dans le premier mandat suite à un processus constituant mobilisateur. Faut-il ajouter qu'il faudrait mettre au pas les grandes entreprises par des cibles et échéances obligatoires tout en soutenant financièrement et techniquement les ménages et les petites entreprises. Une telle société, qui ne sera plus capitaliste, suppose qu'elle aura su affronter et vaincre le 1% au contrôle du capital financier.

Dans ce cadre, éliminer d'ici 2030 les 8 mtco<sub>2</sub>é du mazout et gaz naturel du résidentiel et commercial est facile. L'analyse de l'École des hautes études commerciales (HEC), limitée par son sacro-saint respect des contraintes du marché, admet que « *[l]es usages "convertibles" représentent 80 % de la consommation totale de gaz naturel au Québec* » (Christophe Bouchet et Pierre-Olivier Pinault, Chaire de gestion du secteur de l'énergie – HEC Montréal, [Les surplus électriques au Québec](#), 2020). Éliminer aussi l'enfouissement des déchets (4 mtco<sub>2</sub>é). On doit pouvoir réduire de moitié les GES agricoles (4 mtco<sub>2</sub>é sur 8) par une transformation partielle vers l'agriculture biologique à compléter d'ici 2040.

Côté alumineries, « *[d]éveloppée au Saguenay–Lac-Saint-Jean par une coentreprise des géants Rio Tinto et Alcoa [avec la collaboration d'Apple], Elysis pourrait permettre de faire disparaître 5 mégatonnes de GES par année de son bilan, soit plus de 6 % des émissions du Québec.* » (Annabelle Blais, Charles Lecavalier et Philippe Langlois, [Les défis de quatre secteurs très](#)

[polluants](#), Journal de Montréal, 20/03/21). Ajoutons 2 mgtco2é pour les deux raffineries à fermer en 2030 sauf pour une production résiduelle en particulier pour les plastiques dont l'usage doit baisser en commençant par l'usage unique. Des 16 à 17 mgtco2é industriels restants, il est raisonnable d'exiger une baisse des deux tiers (11 mgtco2é), de la part « ...[d]es 100 plus grands pollueurs [qui] émettent près de 20 mégatonnes de GES par année, le quart de toutes les émissions de la province. » L'étude des HEC, avec ses limites de marché, est d'avis que seulement « 35 % de la consommation industrielle est considérée comme "non convertible" ».

Pour les 29 mtco2é restants (59 – 30), il faut s'attaquer au noyau dur soit le transport qui compte pour 36 mgtco2é en 2018. Les véhicules hors route sont soit à éliminer soit à électrifier d'ici 2030 ce qui retranche 5 mgtco2é. Reste à éliminer 19 des 29 mgtco2é de GES du transport routier soit les deux tiers avant 2030. Pour ne pas aller de Charybde du vieil extractivisme des hydrocarbures au Scylla du nouvel extractivisme du copier-coller tout électrique caquiste il faut substituer à l'auto solo privé, à essence ou électrique, un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrifié, en voie exclusive et sans autre REM, sur les actuels autoroutes, boulevards et grandes rues et routes jusqu'au moindre village, complété par des minibus automatiques dans les banlieues et un autopartage communautaire électrifié à bon marché, à mettre en place d'ici 2030. Les chemins de fer nationalisés et électrifiés pour les longues distances et divers véhicules électrifiés pour les courtes distances prendront en charge le transport des marchandises.

### **Un réaménagement du territoire sans autos ni logements solos et avec agriculture biologique**

Pour l'atteinte du 67% doit aussi être déclenchée une politique radicale de réaménagement du territoire à débiter dès maintenant et à achever à l'horizon 2040-2050. L'aménagement du territoire ne peut plus être assis sur le système routier dont le but premier — il ne faut pas s'y méprendre — est la maximisation de la vitesse de circulation des marchandises au détriment du stockage (système juste à temps) et de la force de travail (le navettage). On oublie souvent que l'accélération de la rotation du capital, qui comprend le capital-marchandise (matières premières, produits intermédiaires et finis), est partie prenante de la maximisation capitaliste des profits. Cette accélération est d'autant plus indispensable autrement cette circulation serait paralysée par l'ampleur de la consommation de masse. La compétitivité commande de rejeter sur la société la gestion finale des pollutions et des déchets dont celle des GES est le pinacle.

L'alternative, à commencer à mettre en place dès maintenant, est un aménagement du territoire centré sur le développement des personnes et la qualité de leurs relations mutuelles. L'urgence est de les libérer de la consommation de masse et de son corollaire l'endettement, qui les enchaîne à la Finance, en interdisant d'ici 2030 ses deux piliers que sont la propriété privée des véhicules de transport, à essence ou électriques, et des logements. En particulier il en finir dès maintenant avec les subventions pour achats de véhicules électriques et avec la construction de maisons unifamiliales et en rangées dans les zones urbanisées sans bien sûr les étendre davantage au détriment des forêts et de l'agriculture.

Ces interdits vont permettre de développer un habitat moyennement densifié et écologique (consommation zéro d'énergie) avec une mixité de fonctions (travail, garderies, écoles,

alimentation, pharmacie, quincaillerie, parcs, jardins communautaires...) maximisant le transport actif (marche, bicyclette). Cette urbanité, jusque dans le moindre village, en combinaison avec la conquête du système routier par le transport collectif débarrassé des « autos solos », permettra la pénétration de la nature et de l'agriculture dans les zones urbaines. La lutte pour un parc nature dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve de Montréal à l'encontre de la plus grande plateforme de transbordement de marchandises en Amérique du Nord annonce ce que seront les luttes pour la biodiversité et le climat en zone urbaine populaire.

Le point nodal de ces luttes, cependant, sera la transformation de l'agriculture industrialisée en agriculture biologique essentiellement végétarienne. Celle-ci est seule en mesure de mettre fin à l'épuisement des sols, pour plutôt en faire des puits de carbone, et au recours systématique aux engrais, herbicides et pesticides fossiles, remplacés par le retour à la terre des déchets organiques, qui en plus polluent les cours d'eau. En parallèle, le temps est venu de cesser l'utilisation de la forêt pour produire du papier en particulier du papier-journal — couper un arbre pour un usage à jeter immédiatement et en grande partie pour imprimer de la publicité! — alors qu'existe l'alternative électronique... dont le trafic est boursouflé par la publicité à abolir.

Ainsi les surfaces forestières seront d'autant plus préservées pour capter du gaz carbonique qu'en plus l'emprise de l'agriculture industrielle, essentiellement animalière — 80% de la surface agricole du Québec —, sur la forêt sera fortement réduite avec en prime une diminution des zoonoses pandémiques. Si cette transformation fondamentale de l'agriculture et de la foresterie ne peut être achevée d'ici 2030, raison de plus de la mettre en branle dès maintenant parce que plus long à réaliser, il est possible à cette échéance d'en finir avec les OGM et la coupe pour du papier-journal. La main d'œuvre des usines concernées sera ainsi disponible pour la restauration forestière et la restauration-construction écologique de logements populaires tout comme celle gaspillée par la consommation de masse le sera pour la bonification des services publics et l'agriculture biologique.

### **« Soyez réalistes, demandez l'impossible » (Mai 68)**

La réalisation de ce plan est la seule option réaliste comme contribution du peuple québécois pour éviter une implosion de la civilisation dans les prochaines dizaines d'années. Pour tout dire, un volet internationaliste devrait le compléter en termes de transfert financier au titre de la dette écologique due au pillage impérialiste et de transfert technologique gratuit à l'encontre du supposé droit de propriété intellectuelle alors que celle-ci relève du patrimoine de l'humanité. L'engagement de fournir 100 milliards de dollars par an aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique s'est envolé en fumée.

On pourrait argumenter sur la base des phénomènes climatiques extrêmes pires que prévus et des points de bascule anticipés (fonte des glaciers et du permafrost, disparition du puit de carbone que sont les forêts tropicales, atténuation du crucial puit de chaleur et de celui de carbone des océans en voie de réchauffement et d'acidification sans compter leur hausse) plus vite que prévus qu'une réduction réaliste des GES à l'horizon 2030 devrait être non des deux tiers mais de 100%. Le font les groupes écologiques les plus radicaux telle la Coalition étudiante

pour un virage environnemental et social (CEVES) bien que ce soit en termes ambigus de « carboneutralité » qui permet les pirouettes du marché du carbone :

*[M]ême si la COP26 (à Glasgow, en novembre), décidait d'appliquer le plus radical des scénarios de stabilisation étudiés par les climatologues, à savoir celui qui assure la réduction la plus rapide des émissions de CO2 et annule les émissions mondiales nettes en 2060 au plus tard (tout en réduisant aussi les émissions des autres gaz à effets de serre), l'humanité devrait affronter de terribles perspectives. (Daniel Tanuro, [Catastrophe climatique – Au bord du gouffre, le scénario que le GIEC ne modélise pas](#), ESSF, 9/08/21)*

Mais certainement pas l'option complètement irréaliste de se contenter d'une cible de 45% sans plan d'action. Cette cible proposée par la direction de Québec solidaire signifie une acceptation des limites de marché du capitalisme vert. Celui-ci ne veut rien sacrifier de la rentabilité de l'extractivisme à l'ancienne du secteur des hydrocarbures adossé au capital financier ce qui requiert l'amortissement forcément lent des infrastructures et des réserves alors que l'urgence climatique exige une renonciation immédiate. Cette lenteur criminelle, car c'est un crime contre l'humanité, assure une lente progression de l'extractivisme nouveau du tout électrique à l'aulne du gouvernement de la CAQ avec son écofiscalité rétrograde, ses subventions à l'auto solo électrique et son soutien tous azimuts aux entreprises. En résulte une transition sans rupture laquelle transition nécessite de ce fait un dépassement apprenti-sorcier de la limite infranchissable, et même encore étant donné les incertitudes, de 1.5°C quitte à inventer de gargantuesques technologies qui feront la joie du capital financier grâce à des placements sans risque puisqu'ils seront assumés par la contribuable travailleuse qui passera à la caisse de l'austérité.

### **Rien à attendre de la COP-26... sauf une réamorçage de la mobilisation mondiale pro-climat**

Il n'y a rien à attendre du sommet COP-26 de Glasgow des grands de ce monde adossés aux milliardaires à la Bill Gate tentant de lisser le capitalisme vert à coups de projets tape-à-l'œil... sauf une mobilisation mondiale de grande ampleur tant sur place que dans tous les pays. Déjà le mouvement Fridays For Future de Greta Thunberg appelle à organiser dans chaque pays le 24 septembre une grève climatique globale (*Global Climate Strike*) sous le mot d'ordre radical #DéracinerLeSystème (*#UprootTheSystem*) en synergie avec les luttes sociales :

*La crise climatique n'existe pas dans le vide. D'autres crises socio-économiques telles que le racisme, le sexisme, le capacitisme, les inégalités de classe, etc. amplifient la crise climatique et vice versa. Ce n'est pas qu'un seul problème, nos différentes luttes et libérations sont connectées et liées les unes aux autres. Nous sommes unis dans notre combat pour la justice climatique, mais nous devons aussi reconnaître que nous ne vivons pas les mêmes problèmes ; nous ne les vivons pas non plus dans la même mesure.*

*Les MAPA (Most Affected Peoples and Areas) subissent les pires impacts de la crise climatique et sont incapables de s'y adapter. C'est à cause de l'élite du Nord Global qui a causé la destruction des terres du MAPA par le colonialisme, l'impérialisme, les injustices systémiques et leur cupidité dévergondée qui a finalement causé le réchauffement de la planète. Avec à la fois le COVID, le climat et toutes les crises de l'histoire, les pays surexploités et les secteurs marginalisés de la société sont systématiquement laissés pour compte. (Site web de Fridays for the future)*

Il faut voir cet appel à une grève-manifestation, dont celles de Montréal et Québec appelée par la CEVES et La planète s'invite, qui sera vraisemblablement surtout étudiante comme un appel d'air pour une mobilisation mondiale lors de la COP-26 au début novembre. La *COP 26 Coalition* (la principale campagne d'organisation écologiste sur cette question) a désigné le vendredi 5 novembre comme journée de grève mondiale et d'action sur le lieu de travail et samedi 6 novembre comme journée de manifestations de masse à Glasgow et ailleurs dans le monde. Des manifestations monstres comme en 2019 surtout à Montréal sont bien sûr nécessaires mais insuffisantes. Une grève mondiale ce 5 novembre dépassant largement le mouvement étudiant est devenu indispensable comme nouvelle étape.

On pense surtout au mouvement syndical jusqu'ici à la traîne parce que prisonnier du concept défensif de « *transition juste* » comme si le tournant climatique ne regorgeait pas d'emplois verts alternatifs pour l'agriculture et la foresterie biologiques, pour le transport en commun partout, fréquent et gratuit, pour la rénovation et la construction écologiques des bâtiments et, last but not least, pour un embauche massif dans les services publics austérisés car une société écologique n'est pas seulement une question de prendre soin (care) de la terre-mère en perte mais aussi de prendre soin des gens qui l'habitent. Le plein emploi écologique s'adosse non seulement aux nouveaux emplois écologiques mais aussi à la diminution du temps de travail sans diminution de rémunération et, n'en déplaise aux jeunes libéraux du Québec qui tente de récupérer cette revendication, avec embauche compensatoire pour ne pas que ça soit un prétexte afin de hausser l'intensité du travail.

### **Peaufiner les grands axes d'un programme *alternativa* sur la base d'une stratégie *blockadia***

Reste à peaufiner les grands axes d'un programme mondial de cette société de prendre soin et de plein emploi écologique. Fridays for the future en a jeté les bases : « *Le Nord global doit réduire considérablement les émissions en se désengageant des combustibles fossiles [...] des plans concrets et des budgets carbone annuels [...] une dette climatique à payer par le Nord pour leur montant disproportionné d'émissions historiques [...] une distribution équitable des vaccins contre la COVID dans le monde entier et en suspendant les restrictions de propriété intellectuelle [...] garantir les droits des réfugiés climatiques dans le droit international [...] s'engager à faire de l'écocide un crime punissable au niveau international. Arrêtez la violence et la criminalisation contre les peuples autochtones, les petits agriculteurs, les petits pêcheurs et autres défenseurs de l'environnement et des terres.* » C'est au mouvement pour la justice climatique de préciser lors de contre-sommets ou ailleurs. La stratégie « *blockadia* » de Naomi Klein s'applique aussi au nouvel extractivisme du tout électrique des batteries et des énergies renouvelables contre lequel maintes organisations des pays dépendants sont déjà mobilisées.

Il est plus que temps d'étendre la réflexion au volet « *alternativa* » de Klein afin d'explorer la véritable alternative écosocialiste-écoféministe de la société de prendre soin (care) des gens et de la terre-mère. Ce concept est d'ailleurs d'application immédiate face au énième surgissement de la COVID-19 :

*L'Amérique est à nouveau l'un des pires points chauds pour l'infection à coronavirus sur Terre. Les patients de Covid-19 meurent dans les hôpitaux américains à des niveaux jamais vus depuis février – et les chiffres devraient continuer à grimper. [...] Pour compliquer le combat, une*

*nouvelle étude a montré que les vaccins sont moins efficaces contre la variante Delta désormais dominante et perdent de leur efficacité avec le temps. Pendant ce temps, l'Organisation mondiale de la santé a condamné le plan du président Joe Biden de distribuer des boosters aux adultes américains alors qu'une grande partie du monde n'a pas encore reçu une seule injection » (Bloomberg, 19/08/21).*

*«[Dans le monde], il y a près de 700 000 nouvelles infections confirmées et 10 000 décès chaque jour [...] Les responsables de la santé publique ont ajusté leurs attentes, affirmant que 90% ou plus du monde doit être vacciné pour arrêter la propagation. Pendant ce temps, l'hésitation face à la vaccination et les pénuries d'approvisionnement signifient qu'une partie importante de la population pourrait ne pas être immunisée pendant des années. » (Bloomberg, 21/08/21).*

Et le Québec tout comme le Canada ne font pas exception. Voilà où mène la stratégie l'économie avant tout et au diable la santé publique. Alors qu'il faudrait une stratégie zéro-covid avec un soutien mur à mur des gens confinés et des travailleuses essentielles par une politique de congés payés pour les malades, leurs soutiens et les personnes à risque. Pour tracer, soutenir et vacciner afin d'aller dans tous les lieux de travail, d'études et quartiers rue par rue sans aucunement faire usage de coercition, on doit embaucher au Québec 250 000 personnes à recycler plus tard dans le cadre du plan de relance climatique. Pour avoir les vaccins nécessaires à l'échelle mondiale, il faut socialiser les compagnies pharmaceutiques tout en supprimant ces barbares droits de propriété intellectuelle qui bloquent au nom du profit une stratégie de vaccination universelle et gratuite.

**Marc Bonhomme, 22 août 2021**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)